

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 6 MARS 2017

SOMMAIRE

- 1) L'Aveyron à l'Avant garde
- 2) Petit à petit il s'effondre...
- 3) Enfin elle flingue !
- 4) Sarkozy bis...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Dans l'Aveyron, une France morose cherche la riposte au Front national



Mobilisation policière à l'entrée de Rignac, samedi 4 mars. © M. R. REUTERS)

Le meeting de Marine Le Pen, samedi dans l'Aveyron, a mobilisé les opposants locaux au FN. Attachement aux « valeurs républicaines », ras-le-bol des doubles discours, solidarité avec les migrants, interrogation sur les formes de lutte : quelques-unes des angoisses nationales étaient présentes à Rignac.



Rignac, mobilisation contre le FN. © M. R.

Rignac (Aveyron), envoyé spécial.— Mouillée et protéiforme, la mobilisation contre la venue de Marine Le Pen a réuni environ deux cents personnes samedi après-midi à Rignac, gros village de deux mille habitants dans le Nord-Aveyron. Venus de Rodez, de Villefranche-de-Rouergue, du bassin (désindustrialisé) de Decazeville, ils ont répondu à l'appel de treize organisations (Alertes, Attac, CGT, Comité Palestine 12, Comité contre l'état d'urgence 12, Ensemble, FSU, LDH, PCF, Planning familial 12, PG, NPA et Solidaires).

Diffusé depuis une semaine, essentiellement sur les réseaux sociaux, l'appel annonçait clairement la couleur : « Il ne s'agit pas d'empêcher l'expression d'un parti politique, aussi infect soit-il, ni d'entraver la venue de ses participants. Nous serons face à eux pour rappeler que la dédramatisation du FN n'est qu'un leurre, que le FN est le parti qui compte le plus d'élus mis en examen, que la gestion de ses municipalités est d'une nullité crasse et que les discours de stigmatisation des minorités, des femmes et des immigrés représentent une menace pour la cohésion nationale. Tout ceci sera réaffirmé samedi, bruyamment certes, mais pacifiquement. »

Promesse tenue. Équipés de casseroles, de sifflets, de cloches, de mégaphones et de pétards, les manifestants se sont fait entendre durant tout l'après-midi face aux grilles anti-émeutes et aux CRS largement déployés autour de la salle où la candidate du FN tenait son meeting.

Âgés de 18 à 70 ans, venus avec des calicots d'organisations ou des pancartes aux tonalités occitanes et antifascistes plus personnelles, chacun semble avoir conscience de la grande volatilité du climat politique actuel. « On est à notre place dans ce cadre de rassemblement large, indique David Gistau, secrétaire de l'union départementale CGT de l'Aveyron. Pour défendre les valeurs de fraternité, de partage et de respect de l'autre. Une opposition nette à tout ce que véhicule ce parti. Mais on est lucide : les gouvernements successifs ont une grande responsabilité dans la progression du FN. Les services publics qui disparaissent du monde rural et les citoyens qui se sentent abandonnés, c'est une réalité. On est aussi confronté au désarroi du salariat, certains sont tentés par ce vote. Il ne s'agit pas de stigmatiser mais de convaincre que ce n'est pas la solution, de rappeler que le FN ne se mobilise jamais pour soutenir les travailleurs en lutte dans les boîtes... »



Rignac, samedi 4 mars. © M. R.

Pascal Mazet, autre militant CGT et candidat de la France insoumise aux prochaines législatives, rappelle que « Marine Le Pen qui prône que les politiques sont pourris est convoquée par la police



Le local de Graines. © M.R.

et elle n'y va pas, est convoquée par la justice et elle n'y va pas non plus... ». De fait, la dirigeante du Front national a fait savoir qu'elle ne se rendrait pas à sa convocation vendredi 10 mars devant les juges. Ce samedi, elle ne se prive pourtant pas d'appeler à résister « au système » et dénonce les « tambouilles » politiciennes...

L'un des manifestants a confectionné une pancarte détaillant la fortune de la famille de Montretout. « À la Région, quand les élus FN prennent la parole, ce sont des pitreries et des provocations, déplore de son côté Guilhem Serieys, conseiller régional PG. Mais dès qu'il s'agit de venir dans les commissions de travail, des espaces sans visibilité médiatique, il n'y a plus personne, ils sont absents ou inexistantes... »

À l'autre bout de la vaste place du foirail, se trouve le local de Graines. Un collectif rignacois né en octobre 2016 pour permettre à des associations et des individus du territoire de fédérer leurs énergies autour de « projets culturels, artistiques, écolos ou de l'économie sociale et solidaire », résume Lilou, l'une des fondatrices. « À l'annonce de la venue du FN ici, on a été atterrés, assure-t-elle. Mais le mode manif bruyante ne nous parlait pas trop. Alors on a voulu profiter de cette journée de mobilisation pour proposer quelque chose relevant plus de la

rencontre et du débat. »

Tandis que le concert de casseroles reprend avec vigueur devant les CRS, Graines reçoit les animateurs d'une association d'aide aux migrants. L'écoute du public, une trentaine de personnes, est attentive. Au printemps dernier, le mouvement Nuit debout a bien pris à Rodez, créant un espace de rencontre qui, depuis, se pérennise via les réseaux sociaux. Quelques-uns se retrouvent ce samedi dans le café jouxtant le local de Graines, fermé depuis trois ans mais remis en service pour la journée. Sur la porte d'entrée, une affiche annonce : « Tarif des consos libre et conscient – bar non violent bienvenue à toutes et tous ». Ambiance auberge espagnole, gobelets en plastique fumants, capuches et chaussures de rando. Il pleut, il fait froid, quelques routes d'accès au village sont encore enneigées.

Ce mauvais temps a contraint Marine Le Pen à renoncer à se rendre dans les caves de Roquefort, comme prévu initialement. Elle s'est contentée d'une visite dans une ferme du Lot. La ruralité et « l'UE contre les paysans » sont bien sûr au cœur de son déplacement du jour. Bien que ses progrès électoraux chez les agriculteurs excèdent à peine ceux enregistrés dans le reste de la société (dans une étude menée en 2014, l'Ifop relevait que « ce sont dans les communes rurales sans paysan que le score du FN a le plus progressé depuis 2012 »),

l'attrait qu'elle exerce dans le monde rural inquiète Jean-Marie, éleveur de bovins syndiqué à la Confédération paysanne. Dans un texte manuscrit, il invite les paysans à se souvenir qu'« au début du XXe siècle, des dizaines de milliers de paysans aveyronnais sont eux aussi partis dans les grandes villes ou parfois outre-Atlantique. Ils étaient alors des étrangers ».

II) Fillon tente un baroud d'honneur, ses anciens amis préparent son remplacement

Par Alain Auffray, Photo Albert Facelly



La salle où Marine Le Pen tient son meeting porte le nom d'André Jarlan, tué en 1984 au Chili par une balle de la police de Pinochet. © M.R.

Dans plusieurs rues, autour de la salle et aux ronds-points d'accès à l'extérieur du village, la présence policière est disproportionnée. Mais pas d'accrochages, ni de heurts. Tout juste quelques dizaines de jeunes venus de Rodez peuvent-ils expérimenter durant trois quarts d'heure l'instructive expérience du « passage » sur l'un des accès au site. À 17 heures, quelques feux d'artifice postillonnent dans le ciel humide et la sono se met à cracher « La jeunesse emmerde le Front national » des Bérus et La rage de Keny Arkana. Au café, assis autour des bouilloires de tisane, on s'apprête à évoquer la figure d'André Jarlan. Ce prêtre natif de Rignac a été tué en 1984 au Chili par une balle de la police de Pinochet. Depuis, il a donné son nom à la grande salle du village. Celle où Marine Le Pen tenait hier son meeting.

Je m'apprêtais à assister au meeting de Marine Le Pen : « C'est entrée libre, surtout pour la presse ! » Mais quand il a fallu, à l'étape suivante, décliner le nom du média à une hôtesse badgée DPS, la sentence, attendue à vrai dire, est tombée : « Ah non, Mediapart, désolée, vous êtes sur la liste noire. »

mediapart.fr



A Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), samedi. François Fillon présente son projet devant la société civile. Photo Albert Facelly pour Libération

Alors que le candidat en appelle au peuple l'inquiétude grandit, à droite, sur une possible victoire de Marine Le Pen à l'élection présidentielle.

Y croit-il lui-même ? La question se posait, samedi après-midi à Aubervilliers, après le discours pourtant volontariste prononcé par François Fillon devant ses soutiens issus de la société civile. A la fin de son intervention, le candidat n'a bizarrement pas jugé utile d'appeler les quelque 1 500 personnes venues l'entendre à participer le lendemain au «grand rassemblement de soutien» organisé ce dimanche, place du Trocadéro.

Pourtant, si l'on en croit ses proches, c'est sur cette place que se jouerait l'avenir du candidat : un fiasco le condamnerait mais un large succès populaire le relancerait, n'en déplaise aux nombreux élus LR qui lui demandent de se retirer en raison de sa probable future mise en examen dans l'affaire des emplois supposés fictifs de son épouse et de ses enfants. Ce samedi, les plus proches du candidat avaient sensiblement changé de ton. «Ce que veut François Fillon, c'est faire gagner son camp. Et pour le moment il pense être le mieux placé. Un autre pourrait faire mieux ? Ce n'est pas démontré», expliquait l'une de ses conseillères, laissant entrouverte la possibilité d'un renoncement.

Ce 5 mars, jour de ses 63 ans, le candidat a reçu avec un sourire triste les «joyeux anniversaire» que lui chantait la foule. *«Des anniversaires, j'en ai connu des meilleurs. J'en connaîtrai des meilleurs»*, a-t-il répondu avant de se lancer dans une évocation du chemin parcouru : *«Quatre ans que cette aventure qui nous réunit a commencé»*, a-t-il rappelé, saluant «la force considérable» des 2 500 comités qui se sont constitués partout en France pendant la campagne de la primaire. Devant ses amis, le candidat a célébré avec emphase *«l'amour sacré de la liberté»*, non sans convoquer encore De Gaulle et sa célèbre formule selon laquelle il existerait *«un pacte 20 fois séculaire entre la grandeur de la France et la liberté du monde»*. *«On s'attaque à moi. A travers moi, ce qu'on cherche à abattre, c'est le redressement national. [...] N'abdiquez pas, ne renoncez jamais !»* a-t-il exhorté.

Comité politique de LR lundi

Quand il prononce ces fortes paroles, Fillon ne sait pas encore que ses deux anciens et puissants amis, le président du Sénat, Gérard Larcher, et le patron du parti, Bernard Accoyer, viennent d'annoncer la convocation pour lundi du comité politique de LR, instance d'une douzaine de personnalités parmi les plus influentes du parti. A l'ordre du jour : un examen de la situation politique à sept semaines du premier tour de l'élection présidentielle. Chacun devine qu'il sera question d'examiner les conditions et les conséquences d'une abdication de Fillon. Dans ce comité politique les partisans du changement de candidat sont largement majoritaires. La question n'est plus de savoir s'il faut le faire. Mais comment faire en sorte que cela se passe le mieux possible, sans heurter l'électorat.

Même s'il ne fait pas l'unanimité, le retour de Juppé est souhaité par le plus grand nombre. Mais chacun voit bien que cette solution est extrêmement périlleuse. *«On n'en peut pas oublier que Juppé a été très nettement éliminé par des électeurs qui, manifestement, ne voulaient pas de lui»*, rappelle ce député LR, officiellement toujours filloniste mais désormais convaincu que *«cela ne peut plus durer»*. Il espère, comme beaucoup de dirigeants LR, que le candidat finira par renoncer lui-même en passant le flambeau à Juppé. Faute de quoi l'opération reste très incertaine. Le comité politique n'ayant pas d'existence juridique, il lui est impossible d'ordonner un coup de force. La véritable instance exécutive du parti est le bureau politique, qui ne peut être convoqué que par le patron du parti, c'est-à-dire par Fillon lui-même. *«Si la*

transition est conflictuelle, nous courrons à la catastrophe», confie un membre du comité.

Depuis plus plusieurs jours, les leaders de LR s'interrogent sur les effets électoraux d'un retour du Juppé. *«Il ne faut surtout pas que nos sympathisants les plus à droite, déçus, aillent se réfugier chez Le Pen»*. Jamais la droite républicaine n'avait envisagé aussi sérieusement la victoire de la présidente du FN le 7 mai. L'inquiétude est dans tous les esprits. Elle est d'autant plus grande que selon certains sondeurs, la majorité de ceux qui disent n'avoir pas fait de choix (soit près de 35% des électeurs) serait susceptible de voter FN. De sorte que les enquêtes rassurantes qui donnent Marine Le Pen battue au second tour avec 42% à 45% des voix pourraient passer à côté d'un «vote caché» qui suffirait à donner la victoire à la candidate du FN. *«Les enjeux sont colossaux, Marine Le Pen est aux portes du pouvoir»*, confiait dimanche soir à Libération un haut responsable de LR, visiblement angoissé.

Dans le camp Fillon, on reste très largement persuadé que le vainqueur de la primaire est toujours meilleur candidat. Pierre Danon, ex-patron de Numéricable et animateur des comités issus de la société civile en est tellement convaincu qu'il a pris en charge l'organisation du rassemblement du Trocadéro. *«Ce que nous voulons, c'est que notre projet soit mis en œuvre. Il n'existerait pas sans Fillon qui a arbitré, tranché, assuré la cohérence de l'ensemble. Les défections, cela ne nous fait pas peur. Faire campagne avec les élus, c'est sympa. Mais s'ils ne sont pas là, on fera sans eux»*, s'est-il à Aubervilliers.

Les personnalités installées au premier rang de cette réunion de samedi donnaient un avant-goût du public du rassemblement de dimanche. Pour applaudir Fillon (longtemps qualifié d'héritier de Philippe Seguin), l'ex-président de la région Rhône-Alpes Charles Millon, élu en 1998 avec les voix du Front national, avait fait le déplacement. A ses côtés, Charles Beigbeder, l'homme qui rêve de fédérer *«la droite hors les murs»*, ou encore *l'inévitable égerie de la «Manif pour tous»* Frigide Barjot. *«Fillon est en train de devenir le candidat antisystème»*, s'emballait Beigbeder.

La droite au bord du gouffre

Cette dérive droitiste et populiste met de plus en plus mal à l'aise ceux qui ne reconnaissent plus l'austère gaulliste converti au libéralisme qu'ils ont choisi de suivre. *«Je suis là pour porter le*

projet», confie ainsi Viviane Chaine-Ribeiro, chef d'entreprise très proche du candidat depuis plus de deux ans. Elle n'envisage pas de participer à la manifestation. Et ne refuse pas d'envisager l'hypothèse d'un renoncement. *«C'est à lui de prendre sa décision»*, répond-elle. Elle croit que les réformes qu'elle défend aux côtés du vainqueur de la primaire pourraient être portées par un autre : *«Depuis la primaire, nous avons retravaillé le programme avec les lemaïristes, les juppéistes et les sarkozystes. Les différences ne sont pas si grandes»*, affirme-t-elle. Tout en soulignant à quel point il lui paraît cruel et injuste de devoir envisager une telle hypothèse, elle ne doute pas qu'un accord programmatique pourrait être trouvé en moins de trois jours. C'est aussi l'avis de Thierry Solère, porte-parole démissionnaire désormais très investi dans la préparation de l'atterrissage de Juppé. *«La logique de la primaire conduit à caricaturer et à surjouer les oppositions idéologiques»*, affirme le député.

Les partisans d'une transition *«fluide»* entre le candidat déchu et son remplaçant auront fort à faire pour convaincre Bruno Retailleau. A la tribune de la réunion d'Aubervilliers, il a décrit Fillon comme le candidat de *«la France silencieuse qui ne supporte pas les petites manœuvres et les arrangements»*. Tenant de la théorie du complot, il estime que *«les caricatures»* du vainqueur de la primaire de novembre annonçaient la *«lapidation médiatique»* des dernières semaines. Ardent défenseur de son ami *«François»* (son lointain prédécesseur à la présidence de la région des Pays-de-Loire), Retailleau est aussi celui qui l'encourage à jouer *«le peuple»* contre les élites et le système. Il n'a d'ailleurs pas hésité, samedi, à s'en prendre à la justice, l'accusant d'avoir poursuivi Fillon avec un empressement *«disproportionné»*.

Comme un seul homme, la foule filloniste a alors copieusement hué le Parquet national financier. Ce qui aura déclenché illico quelques défections supplémentaires, notamment celle de Xavier Bertrand, très discret depuis le début de la crise qui place la droite au bord du gouffre.

Alain Auffray Photo Albert Facelly



MAIS AUSSI :

1) **Rassemblement au Trocadéro : la liste des parlementaires de droite qui**



François Fillon le 1er mars annonce qu'il ne se retirera pas malgré une convocation en vue de sa mise en examen. (MUSTAFA YALCIN / ANADOLU AGENCY)

25 députés et députées, 19 sénateurs et sénatrices et 3 députés européens et députées européennes iront soutenir François Fillon ce dimanche au Trocadéro.

L'Obs
Journaliste

Baroud d'honneur ou bras de fer ? François Fillon organise dimanche un "grand rassemblement" place du Trocadéro à Paris où il espère une mobilisation importante de ses fidèles, alors même que son parti semble se préparer à le pousser dehors.

Ce "grand rassemblement populaire" apparaît comme une des dernières cartouches tirées par le candidat de la droite pour tenter de se sortir de la nasse où l'ont plongé les emplois présumés fictifs de sa femme Penelope et de deux de ses enfants.

Inquiets de sondages donnant désormais leur ex-champion éliminé dès le premier tour de la présidentielle, derrière Marine Le Pen et Emmanuel Macron, quelque 250 élus lui ont retiré leur soutien.

Face à ces désertions en masse et importante, comme celle de Thierry Solère, son ancien porte-parole, de Patrick Stefanini, son directeur de campagne, ou encore Gilles Boyer, son trésorier de campagne, François Fillon a convoqué ses derniers soutiens. "L'Obs" en a obtenu la liste.

Les 25 députés de droite qui seront au Trocadéro :

Le député de l'Aube, Nicolas Dhuicq
Le député de la Marne, Philippe Martin
Le député du Val-de-Marne, Michel Herbillon
Le député de la Manche, Guénaél Huet
Le député de Moselle, Denis Jacquat
Le député des Alpes-Maritimes, Eric Ciotti
La députée du Doubs, Annie Genevard
La députée du Loiret, Marianne Dubois
Le député de la Haute-Marne, Luc Chatel
La députée de l'Orne, Véronique Louwagie
La députée de Moselle, Céleste Lett
Le député des Bouches-du-Rhône, Guy Teissier
Le député du Doubs, Marcel Bonnot
Le député des Français de l'étranger, Thierry Mariani
Le député du Pas-de-Calais, Jean-François Rapin
Le député du Val-d'Oise, Philippe Houillon
La députée du Bas-Rhin, Sophie Rohfritsch
Le député de l'Ain, Xavier Breton
Le député de Seine-et-Marne, Jean-Claude Mignon
Le député de l'Hérault, Elie Aboud
Le député de Haute-Savoie, Lionel Tardy
Le député de l'Ain, Damien Abad
Le député du Val d'Oise, Jérôme Chartier
Le député des Vosges, Michel Heinrich
Le député des Vosges, François Vannson

Les 19 sénateurs qui seront aux côtés de François Fillon :

Le sénateur de l'Yonne, Henri de Raincourt
Le sénateur de Vendée, Bruno Retailleau
Le sénateur du Loiret, Jean-Noël Cardoux
Le sénateur de Seine-Maritime, Charles Revet
Le sénateur des Français de l'étranger, Louis Duvernois
Le sénateur du Val-de-Marne, Christian Cambon
La sénatrice des Hauts-de-Seine, Isabelle Debré
La sénatrice des Alpes-Maritimes, Colette Giudicelli
Le sénateur du Rhône, François-Noël Buffet
Le sénateur de Haute-Savoie, Cyril Pellevat
Le sénateur du Territoire de Belfort, Cédric Perrin
Le sénateur de l'Aisne, Pascal Grunty

Le sénateur d'Ille-et-Vilaine, Dominique de Legge

Le sénateur de la Meuse, Gérard Longuet

Le sénateur des Alpes-Maritimes, Dominique Estrosi Sassone

Le sénateur des Français de l'étranger, Jacky Deromedi

Le sénateur de la Sarthe, Jean-Pierre Vogel

Le sénateur du Rhône, Catherine di Folco

Le sénateur de Seine-Saint-Denis, Philippe Dallier

Les députés européens qui participeront au rassemblement du candidat de la droite décomplexée :

Le député européen, Franck Proust

La députée européenne, Angalique Delahaye

Le député européen, Alain Cadec

L'Obs Journaliste

2) Au Trocadéro, Fillon se sent moins seul et fustige les «déserteurs»

Par LIBERATION, Photo Albert Facelly



Depuis mercredi et l'annonce du maintien de sa candidature, malgré sa convocation devant les juges en vue d'une mise en examen, François Fillon est lâché de toutes parts par de nombreuses personnalités de la droite et du centre.

L'essentiel

Empêtré depuis plusieurs semaines dans l'affaire des emplois supposés fictifs de son épouse, François Fillon, convoqué «le 15 mars par les juges d'instruction afin d'être mis en examen», a annoncé mercredi qu'il maintenait sa candidature à la présidentielle.

Depuis, les défections se multiplient dans son camp, de Bruno Le Maire jusqu'à l'ancien président de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde, en passant par plus d'une cinquantaine d'élus LR. Dernier en date, et pas des moindres : le député Thierry Solère, qui fut l'organisateur de la primaire organisée par LR et était devenu le porte-parole de campagne de François Fillon.

Dimanche, en début d'après-midi, plusieurs milliers de manifestants commencent à arriver, sous une pluie battante, place du Trocadéro à Paris où est organisé le rassemblement de soutien à François Fillon, candidat de la droite à la présidentielle.

Parmi ses concurrents, Fillon n'a cité nommément que Macron

Pour les amateurs, sachez que la retranscription intégrale du discours de François Fillon est disponible sur son site de campagne. Pratique pour livrer quelques statistiques pas forcément utiles (le discours fait un peu plus de 3140 mots). Parmi les autres candidats à la présidentielle, seul le nom de Macron -présenté comme le successeur de François Hollande- y est cité. D'autres comme Benoît Hamon et Marine Le Pen ne le sont que de manière indirecte, lorsqu'il évoque ses concurrents «indifférents à toutes les réalités économiques, ignorant tous les défis du monde, n'hésitent pas à promettre les 32 heures, le retour du franc, l'augmentation des dépenses publiques».

Verbatim. Pour les amateurs, sachez que la retranscription intégrale du discours de François Fillon est disponible sur son site de campagne. Pratique pour livrer quelques statistiques pas forcément utiles (le discours fait un peu plus de 3140 mots). Parmi les autres candidats à la présidentielle, seul le nom de Macron -présenté comme le successeur de François Hollande- y est cité. D'autres comme Benoît Hamon et Marine Le Pen ne le sont que de manière indirecte, lorsqu'il évoque ses concurrents «indifférents à toutes les réalités économiques, ignorant tous les défis du monde, n'hésitent pas à promettre les 32 heures, le retour du franc, l'augmentation des dépenses publiques».

Justice. On n'avait pas relevé ce passage du discours de Fillon, alors mieux vaut tard : «Je me suis souvent raffermi en me disant que le jour où je serai reconnu comme innocent par une justice dont je ne désespère pas, quelles qu'aient été mes réserves sur ses premiers actes, mes accusateurs trop rapides auraient honte à leur tour. Le problème, c'est que ce jour-là, il sera trop tard. L'élection aura été faussée». Un registre de langage assez éloigné de la justice «à charge» et de «l'assassinat politique».

Retailleau. Sur BFM, Bruno Retailleau parle d'une «formidable réussite» pour évoquer le rassemblement au Trocadéro, et souligne «la légitimité» de son candidat Fillon, tout en refusant de commenter les initiatives d'autres élus de droite (dont Estrosi) pour imposer un plan B («Tout cela est dérisoire»). Niveau chiffres, il a dénombré «entre 250 et 300 000 Français» présents sur place, arrachant plusieurs sourires à des connaisseurs.

République. Pendant que Fillon tentait de remobiliser ses troupes au Trocadéro, plusieurs centaines de personnes étaient rassemblées place de la République, casseroles en main, «pour le respect du peuple, de la justice et de la presse» et contre la corruption.



Triste. «Triste fin de campagne» : ce constat lapidaire face à la messe du Trocadéro est signé Dominique Bussereau, ex-ministre, député LR et président l'Assemblée des Départements de France qui a déserté Fillon cette semaine. Cinq minutes plus tard, il a précisé : «J'aurais dû écrire, malgré mon respect amical pour François Fillon: pénible fin de campagne». Faut pas chipoter.

Fluently. Ce n'est pas la partie de l'entretien de Penelope Fillon au JDD qui a été la plus commentée, mais elle a tout de même interpellé notre collaborateur Vincent Glad.

L'épouse et présumée ex-attaché du candidat de la droite a en effet déclaré sans ciller à l'hebdomadaire que «parler français au téléphone, c'est difficile pour [elle]». Et dire que des mauvaises langues sont encore là pour médire sur ses compétences de collaboratrice parlementaire.

Lorsque le JDD retrouve Penelope Fillon samedi à l'heure du déjeuner au cabinet de son avocat, maître Pierre Cornu-Gentile, autour d'une grande table ronde en verre sur laquelle trônent sandwiches et barquettes de salades, elle est telle qu'on l'imaginait : parlant trop bas, se précipitant pour ranger une fois que tout le monde s'est sustenté. Elle est la seule, autour de la table et au-delà, à n'avoir pas son téléphone à portée de doigts : "Je l'utilise très peu, seulement avec les enfants et quelques amis. Parler français au téléphone, c'est difficile pour moi." Elle ne se sent bien qu'avec les siens. D'emblée elle nous prévient : "Je ne parle pas beaucoup."

Girouette. Il y en a une que le discours de Fillon a convaincu : Christine Boutin. Sur Twitter, elle écrit : «Les choses sont claires ! François Fillon continue! aucune surprise: c'est son caractère et c'est la seule solution à 40 jours de l'élection». Rappelons qu'il y a pile quatre jours, elle déclarait : «comme ancien ministre, je demande François Fillon au nom de la parole donnée de retirer sa candidature».

Drapeau. Penelope Fillon est montée sur scène aux côtés de son mari et a agité un drapeau français à ses côtés. Dans un entretien au JDD, l'ex-attachée parlementaire présumée de François Fillon lui a demandé de «continuer jusqu'au bout».



«Laissez vous les passions du moments l'emporter sur les nécessités nationales ?»

Fin. François Fillon a donc livré un discours de campagne, comme il l'a fait avant-hier, hier et comme il le fera -peut-être- demain. Il s'est adressé aux hommes et femmes politiques de son camp : «Il vous revient de faire votre examen de conscience. Laissez vous les passions du moment l'emporter sur les nécessités nationales ? (...) Vous laisserez-vous dicter par l'écume des choses ce choix décisif qu'une part de notre peuple a remis entre vos mains, le désir profond d'un renouveau, d'une fierté nationale enfin

retrouvée ?» La pluie a cessé, le soleil est revenu, la Marseillaise a démarré.



Hollande. François Fillon fait actuellement le procès du quinquennat Hollande, l'occasion de se pencher sur l'origine de l'expression «tirer sur l'ambulance».

Fillon doit s'interroger «sur ceux qui doutent et qui fuient le navire»

Discours. «On m'attaque de toute part. Et je dois en conscience vous écouter. Je dois écouter cette foule immense qui me pousse vers l'avant. Mais je dois aussi m'interroger sur ceux qui doutent et qui fuient le navire [huées de la foule]. Leur responsabilité est immense, la mienne aussi», a déclaré François Fillon.

Fillon. Le discours de Fillon a débuté. Notons qu'une fois de plus, les chaînes d'info en continu diffusent des images fournies par le candidat. Fillon s'est excusé «de devoir défendre son honneur et celui de [son] épouse alors que l'essentiel est de devoir défendre notre pays». Par ailleurs, parmi les multiples images pour décrire ses soutiens réunis, il a notamment évoqué «la France des châteaux».



Voir l' article complet sur : http://www.liberation.fr/elections-presidentielle-legislatives-2017/2017/03/01/au-trocadero-fillon-se-sent-moins-seul-et-fustige-les-deserteurs_1552272



III) Anne Sinclair flingue Brigitte Macron et Valérie Trierweiler



Crédit photo :AFP

L'ex-épouse de DSK publie «Chronique d'une France blessée», un livre dans lequel elle relate ses rencontres avec Sarkozy, Hollande, Macron... Et décroche ses flèches.

Ce ne sont pas les micros qui ont manqué pourtant. De tous pays, tendus à bout de bras... Mais elle s'est tue. Pendant plus de cinq ans, depuis ce communiqué affirmant : C'était le 16 mai 2011. Le lendemain de l'affaire du Sofitel. Cela semble un siècle. Le temps d'un lent dessillement. D'un purgatoire douloureux. De terribles remises en cause. Et voilà qu'Anne Sinclair parle. Ou plutôt se lâche. Dans une interview pour Vanity Fair, elle confie : « J'ai déposé le sac à dos des tourments, je me sens légère. » Assez pour écrire, s'exprimer, elle et elle seulement, fatiguée sans doute d'avoir entendu trop de gens parler en son nom. Elle le fait à sa façon, plus journalistique que narcissique, en publiant son journal de juillet 2015 à janvier 2017. Deux années passionnantes sur le plan politique, riches en rebondissements – qu'elle avoue volontiers ne pas avoir prévus –, avec déboulonnage des uns et avènement des autres. Le titre : Chronique d'une France blessée (Grasset). Par une femme qui le fut. Et qui sait parfois faire mal à son tour.

«Je ne suis pas Valérie Trierweiler»

Ceux qui en attendent une recension des faits bien poisseux, avec contrition, trémolos et numéro de victime, en seront pour leurs frais. « *On continue d'essayer de m'interroger là-dessus au bout de six années, dit-elle dans la même interview, alors je ne dirai rien de plus. Je ne suis pas Valérie Trierweiler. Je refuse de m'épancher. J'ai vécu et j'ai survécu, et, pour moi, c'est terminé.* » Et un crochet du droit pour celle qui avait mis tant d'obstination à se croire première dame. Trois fois seulement dans le livre, Anne Sinclair évoque son ex-époux, **Dominique Strauss-Kahn**, dont elle est séparée depuis 2012 – et encore, de façon allusive. Une fois pour raconter le « *sketch* » que lui a fait Nicolas Sarkozy à ce sujet. Une autre quand elle remarque qu'**Emmanuel Macron** a quelques idées communes avec DSK, du temps où ce dernier était premier présidentiable. Enfin quand elle évoque son refus de devenir ministre de la Culture, comme le lui a proposé François Hollande après le départ de Fleur Pellerin : « *Contrairement à ce qui a été dit, les palais de la République ne m'ont jamais fait rêver.* » Comprenez : ce n'est pas par folle ambition d'être

première dame, comme d'aucuns ne se sont pas privés de le penser, qu'elle aurait fermé les yeux sur les turpitudes de son époux. Mais pour une raison toute bête : « *Je ne savais rien, je suis stupide, naïve, sans doute, avoue-t-elle dans Vanity Fair, je ne savais rien, je fais confiance, je ne fliquais rien.* » Elle admet que ça peut sembler gros, mais explique : « *Sans doute, il y avait du déni de la femme qui ne veut rien savoir. Mais quand j'avais des doutes, car j'ai eu des doutes, Dominique me donnait toutes les assurances.* »

Les chaussures de Brigitte Macron, une faute de goût

« *C'est derrière, c'est loin. C'est dépassé. J'en ai souffert, mais je suis aujourd'hui au-delà de ça* », confie-t-elle au JDD. Aimée de **Pierre Nora** et fêlée comme au premier jour de politique. Elle avoue ne pas avoir prévu le renoncement de Hollande, la défaite de **Valls** et de **Juppé**, le Brexit, l'élection de **Trump**, « *un homme aussi caricatural, imprévisible, ignorant* », la percée d'**Emmanuel Macron**, sur lequel elle « *balance, comme un peu tout le monde* ». Si elle apprécie qu'une nouvelle génération monte – Macron, Hamon –, si elle ne souscrit pas à toutes leurs propositions, elle aime le fait qu'ils réfléchissent aux transformations de la société, repensent le travail « *et intègrent les problématiques écologiques* ». Sans éviter ce tacle à l'endroit du plus jeune : « *La politique, ce n'est pas que la mystique, comme il dit. Moi qui suis très rationnelle, c'est peut-être ce qui me gêne.* »(JDD). Et une flèche lancée contre son épouse, Brigitte, qui ne sait pas respecter les codes de bonne tenue lors de cérémonies officielles. Trop bien chaussée, trop ambitieuse, trop pressée.

Il y a chez cette femme éduquée une qualité de sentiments qui fait mauvais ménage avec les exaltations comme les relations basses. Sa vie est ailleurs, loin de ces médiocrités et, assure-t-elle, des « *pièges de la célébrité* ». Elle en est sortie, échaudée mais vivante. Ce livre le prouve.

Par Maryvonne Ollivry



IV) Macron se met en marche dans les pas de Sarkozy



Qu'il s'agisse de précariser les salariés en usine ou les auto-entrepreneurs rémunérés à la course, Emmanuel Macron raisonne toujours comme un esclavagiste. Photo : Lionel Bonaventure/AFP

Humanite.fr

En proposant d'exonérer les heures supplémentaires des « charges » qui ne sont de fait qu'un salaire différé servant à financer la protection sociale, les caisses de retraite et l'indemnisation du chômage, Emmanuel Macron veut mettre en place une précarisation sans cesse croissante de la condition de salarié en France. Ce faisant, il reprend à son compte le programme de Nicolas Sarkozy de 2007.

L'une des principales mesures annoncées hier par Emmanuel Macron a trait à l'exonération des charges dites patronales et salariales sur les heures supplémentaires. Il reprend ainsi l'essentiel d'un dispositif pour lequel Sarkozy et Fillon avaient fait voter une loi dès leur arrivée au pouvoir en 2007. La durée hebdomadaire du travail étant de 35 heures en France, un salarié qui effectue 43 heures de travail dans sa semaine voit actuellement ses 8 heures supplémentaires majorées de 25% sur son bulletin de paie. S'il effectue 48 heures de travail dans sa semaine, les 5 heures de travail faite au delà de 43 heures hebdomadaires seront majorées de 50%. C'est une vieille disposition visant à dissuader les patrons d'allonger sans cesse la durée du travail. Avec sa déclinaison verbale du « travailler plus pour gagner plus », Nicolas Sarkozy en avait fait de la relance des heures supplémentaires un slogan de campagne en 2007.

Mais le salaire qui rémunère la force de travail est composé de deux parties en France. Il y a part de rémunération directe, à savoir le salaire net en bas de la feuille de paie. Il y a aussi ce que l'on nomme le salaire différé qui finance la protection sociale et les caisses de retraite. La loi de Sarkozy et Fillon avait été abrogée avec l'arrivée des

socialistes au pouvoir en 2012. Manuel Valls a récemment déclaré que ce fut une erreur et promettait de la rétablir dans la campagne de l'élection primaire où il a été battu par Benoît Hamon. La proposition de Valls se trouve donc dans le programme d'Emmanuel Macron. Si ce type d'accord permet d'augmenter peu ou prou le salaire net en fin de mois, l'absence de cotisation pour la Sécurité sociale, la retraite et le chômage conduit à diminuer les recettes de l'Assurance maladie, des caisses de retraite et de l'ASSEDIC. Plus on fait faire des heures supplémentaires, moins on a besoin d'embaucher. Le chômage risque donc d'augmenter. Parallèlement, les heures supplémentaires exonérées des charges patronales et salariales sont de nature à accroître les déficits de la Sécu, des caisses de retraite et de l'assurance chômage.

Emmanuel Macron raisonne comme un esclavagiste

Mais il existe un risque supplémentaire qui peut conduire sous payer les heures supplémentaires aux salariés qui les acceptent. Depuis que Manuel Valls a fait passer par le 49-3 la loi El Khomri au nom d'un gouvernement dans lequel Macron était le ministre de l'Économie, il est possible de « négocier » des accords de branche et même d'entreprise dans lesquels les heures supplémentaires ne sont majorées que de 10% . Dès lors, en tenant compte de l'exonération des charges patronales et salariales, chaque heure de travail effectuée en plus des 35 heures hebdomadaires coûte nettement moins cher aux employeurs que chacune des 35 premières heures. Il devient ainsi possible d'exploiter plus en payant moins, charges comprises. On peut penser que le chantage à la délocalisation des productions dans des pays à bas coûts de main d'œuvre serait souvent utilisé par les patrons si le projet de Macron était mis en place dans les prochaines années. Un constat s'impose : qu'il s'agisse de précariser les salariés en usine ou les auto-entrepreneurs rémunérés à la course, Emmanuel Macron raisonne toujours comme un esclavagiste.

Concernant la lutte contre le réchauffement climatique, Emmanuel Macron se conduit en véritable bandit sur fond d'incompétence. Il propose d'augmenter de 12,5 milliards d'euros la fiscalité sur les carburants d'ici 2022. Il faut savoir que nous payons près de 62% de taxes sur chaque litre d'essence et environ 56% sur chaque litre de gazole en France. Mais le produit de cette taxe alimente le budget annuel de l'Etat et ne sert nullement à créer des infrastructures qui permettraient de réduire la circulation automobile

en France. Macron propose qu'une partie de la taxe, qu'il promet d'augmenter chaque année, soit utilisée pour verser 1.000€ à chaque utilisateur qui achètera une voiture à essence à la place de son diesel. Mais on voit mal comment ce genre d'initiative peut contribuer à réduire les émissions de CO2 si on continue de mettre autant de véhicules en circulation dans notre pays. Surtout si chaque vieux diesel retiré du marché en France continue d'être vendu en Afrique pour une seconde carrière.

Gérard Le Puill

L'Humanité

A Suivre...
La Presse en Revue